

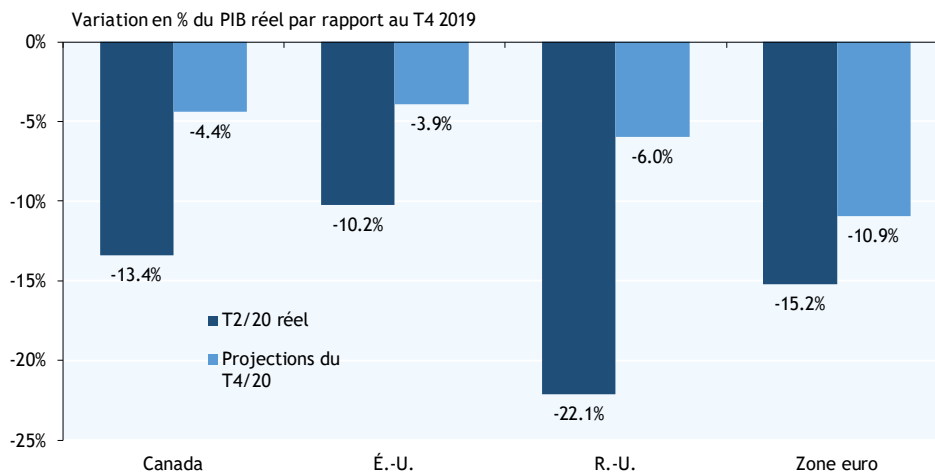
Les conditions économiques s'améliorent, mais l'avenir sera parsemé d'embûches

10 septembre 2020

Les incertitudes limitent la possibilité d'un redressement complet en 2020

Parmi les nombreuses incertitudes associées à la COVID-19, la capacité de l'économie mondiale à se rétablir se hisse aux premiers rangs. La croissance mondiale a été interrompue comme jamais auparavant et la reprise qui a suivi a été étonnamment vigoureuse, grâce aux programmes gouvernementaux et aux mesures de relance des banques centrales pour stimuler l'activité. On ne sait pas encore si un soutien suffisant pourra être maintenu jusqu'à la mise au point d'un vaccin capable d'éradiquer le virus ou, du moins, d'en contenir la propagation. Les économies que nous suivons de près ont toutes affichées la même trajectoire : baisse au premier trimestre, chute massive au deuxième trimestre et rebond marqué au troisième trimestre. De manière générale, ces économies devraient continuer de progresser, mais à un rythme plus modéré. Cela dit, aucune ne devrait renouer avec le niveau de production d'avant la COVID-19 en 2020 ; à la fin de l'année, les écarts seront de plus de 10 % pour la zone euro et de 4 % à 6 % au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Baisse du PIB au premier semestre de 2020 et reprise prévue d'ici la fin de 2020



Source : Statcan, BEA, ONS, EuroStat, Services économiques RBC

La reprise du marché du travail sera essentielle

Le rétablissement complet des économies d'ici la fin de 2021 dépendra à la fois de la découverte d'une solution à la crise sanitaire et de la capacité des gens à retourner au travail. Dans un premier temps, les marchés du travail ont été mis à mal par l'imposition du confinement à des millions de personnes afin de limiter la propagation du virus. Lorsque les restrictions ont été levées, une partie des travailleurs, mais pas tous, sont revenus au travail. Les programmes publics de soutien du revenu ont atténué le choc, du moins temporairement. Lorsque les économies ont commencé à rouvrir, le commerce de détail a retrouvé le niveau d'activité d'avant la COVID-19. La faiblesse persistante des taux d'intérêt et l'accumulation de l'épargne pendant le confinement favoriseront les dépenses de consommation à court terme. Cependant, comme les programmes de soutien gouvernementaux arrivent graduel-

lement à expiration, une amélioration des conditions sur le marché du travail sera nécessaire pour appuyer la consommation. Selon notre hypothèse de base, il n'y aura pas un autre confinement à l'échelle mondiale pour contenir la COVID-19, de sorte que le marché du travail pourra se rétablir, tandis que l'économie récupérera progressivement les pertes subies durant la pandémie.

Les États-Unis se relèvent, mais les perspectives sont assombries par le climat d'incertitude

Les États-Unis ont souffert d'une forte augmentation des infections au cours de l'été, mais ils ont réussi à éviter une nouvelle récession. La réticence à réimposer un confinement à l'échelle nationale, l'énorme demande accumulée et l'annulation partielle des pertes d'emplois ont fait que l'activité s'est accélérée au début du troisième trimestre. En juillet, 42 % des 22 millions d'emplois supprimés au pire de la crise avaient été rétablis, tandis que l'aide financière du gouvernement continuait à affluer. Ces conditions ont entraîné une hausse des dépenses de consommation. Les ventes de logements ont quant à elles atteint leur plus haut niveau depuis 2006. Ce formidable élan a commencé à s'essouffler au début de l'automne, lorsque de nombreuses mesures de soutien gouvernementales ont pris fin, ébranlant la confiance des consommateurs. La reprise de l'emploi s'est poursuivie, mais à un rythme plus lent en août. Le blocage de nouvelles mesures de relance au Congrès ainsi que l'incertitude entourant la propagation du virus et les élections à venir pointent vers un ralentissement du rythme de la création d'emplois et des dépenses de consommation dans les mois à venir.

La confiance des entreprises s'est fortement raffermie au cours de l'été, alors que les magasins physiques ont rouvert leurs portes et que la demande pour des biens d'équipement a remonté. Les investissements sont toujours nettement inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise ; les entreprises n'ont pas encore fini d'évaluer leurs besoins et d'analyser les incertitudes, notamment le résultat des élections américaines de novembre. Les sociétés de certains segments du secteur tertiaire comme le commerce de détail, les loisirs et l'hébergement, où l'activité continue d'être limitée, ainsi que les producteurs d'énergie qui doivent composer avec la baisse des prix de leurs produits, ont continué de réduire leurs investissements à mesure que l'été avançait. La faiblesse des taux d'intérêt et l'ascension fulgurante des marchés boursiers procurent aux sociétés des capitaux bon marché qui, selon nous, favoriseront la reprise des investissements lorsque l'incertitude entourant les résultats des élections et les préoccupations au sujet d'une recrudescence de la maladie se dissiperont.

La Réserve fédérale américaine réitère son intention de maintenir « de faibles taux pendant longtemps »

La banque centrale des États-Unis a rajusté ses objectifs et sa stratégie pour la politique monétaire : au lieu de viser un taux d'inflation cible de 2 %, sa politique fera plutôt en sorte qu'il s'établisse en moyenne à 2 % au fil du temps. Ce changement peut sembler mineur ; il a pourtant des répercussions majeures sur la politique. Le taux d'inflation aux États-Unis s'est maintenu en moyenne à 1,5 % au cours de la dernière décennie, période de croissance économique. À présent, le gouffre créé par la récession rend peu probable l'atteinte, et encore moins dépassement, de la cible de 2 %. Par conséquent, l'adoption d'une cible d'inflation moyenne indique que la Réserve fédérale maintiendra un taux directeur proche de zéro jusqu'en 2022 au moins, moment où l'économie se sera complètement rétablie et où les pressions inflationnistes commenceront à se renforcer.

Économie canadienne : rouvrir la voie à la croissance

Le recul sans précédent de l'activité économique, de la mi-mars à la fin avril, a entraîné l'économie canadienne dans un gouffre, qui ne sera que partiellement comblé en 2020. Bien que le repli de 8,2 %, en taux annualisé, enregistré au premier trimestre semble immense d'un point de vue historique, il ne représente qu'une fraction de la chute vertigineuse de 38,7 % subie au deuxième trimestre. La bonne nouvelle, c'est que le pire de la crise est maintenant derrière nous, le point le plus bas ayant été atteint en avril. Les conditions du marché du travail se sont dégradées en mars et en avril, mais ont commencé à se rétablir en mai. En août, près des deux tiers des personnes qui avaient perdu leur emploi étaient de retour au travail, quoique selon un horaire réduit dans de

nombreux cas.

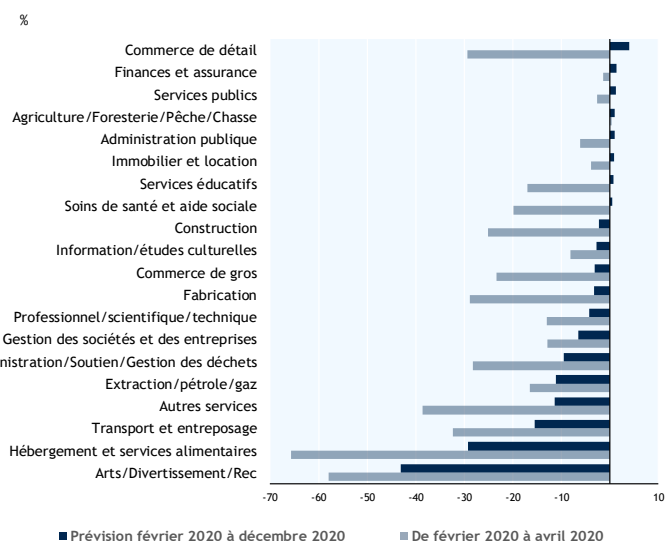
L'amélioration des conditions du marché du travail et le soutien continu du gouvernement ont fait grimper les dépenses de consommation au Canada à un niveau supérieur à celui d'avant la pandémie. Les ventes de logements ont bondi à un sommet sans précédent en juillet, alors que les acheteurs, qui étaient restés sur la touche pendant la phase aiguë de la pandémie, se sont précipités pour acheter des propriétés. Lorsque les gouvernements ont rouvert certains segments de l'économie, le moral des entreprises a remonté, les ventes du secteur manufacturier se sont accélérées et l'activité commerciale a rebondi. La hausse des importations en juillet laisse en outre entrevoir un retour des investissements des entreprises, bien que la faiblesse des prix du pétrole maintienne le secteur énergétique sous pression. L'annonce par le gouvernement fédéral d'une prolongation des mesures de soutien du revenu, y compris la bonification de l'assurance-emploi et l'établissement de programmes supplémentaires pour les personnes qui n'y sont pas admissibles (comme les travailleurs autonomes), a réduit le risque d'une diminution brutale du revenu des ménages vers la fin de l'année.

Ces développements nous ont incités à revoir nos prévisions de croissance pour le troisième trimestre, qui passent de 33 % à 40 %, en taux annualisé, et nous anticipons maintenant un gain de 6 % au quatrième trimestre (contre 5 %, selon les prévisions de juin). Ces chiffres sont impressionnants ; ils ne rendent cependant pas compte des divergences entre les secteurs. Les secteurs de la construction résidentielle, de la fabrication et de l'agriculture devraient continuer de se raffermir, mais de nombreux segments du secteur des services éprouveront encore de grosses difficultés. Le maintien des mesures de distanciation sociale et la fermeture des frontières limiteront la croissance des secteurs de la restauration, de l'hébergement et du divertissement. Or, ce sont ceux qui ont connu les plus fortes baisses d'activité et qui ont le moins récupéré. En outre, il est peu probable que les mesures de confinement restantes soient levées tant qu'un vaccin efficace ne sera pas produit et distribué. Cela signifie que le marasme des sous-secteurs des services continuera de peser sur l'économie et retardera le retour à la pleine capacité.

La Banque du Canada entend laisser le taux directeur inchangé

Comme la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque du Canada procède actuellement à une révision de son cadre de politique monétaire en vue du renouvellement de la cible d'inflation pour 2021. Récemment, les décideurs ont déclaré que l'utilisation d'une cible moyenne d'inflation, à l'instar de la Fed, constitue l'une des solutions envisagées pour le nouveau cadre de politique monétaire. Cela dit, l'approche souple que la BcC suit actuellement pour la cible d'inflation, qui vise à ramener l'inflation à 2 % à long terme, offre déjà certains avantages associés à une cible moyenne. Même si elle revoit sa politique, compte tenu de l'impact économique et du fait qu'on ne prévoit pas l'annulation totale des pertes subies avant la fin de 2021, il est peu probable que la Banque modifie le taux du financement à un jour, qui se situe à 25 pb actuellement, d'ici 2022.

PIB du Canada par secteur



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Détail des prévisions économiques — Canada

Pourcentage de variation d'une période à l'autre à moins d'indications contraires

	2019				2020				2021				variation annuelle en %			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	2020	2021
Dépenses de consommation	2,4	0,4	2,2	1,8	-12,4	-43,0	35,3	7,7	4,5	4,2	5,2	5,4	2,2	1,6	-8,5	4,5
Biens durables	5,1	-3,0	0,8	-1,3	-31,1	-49,8	56,5	9,2	4,2	2,8	3,2	3,5	1,7	0,4	-15,0	5,0
Bien semi durables	2,6	1,6	1,2	-2,8	-35,7	-42,7	53,3	9,5	4,5	3,0	2,8	3,0	1,7	1,4	-14,5	5,8
Bien non durables	1,5	-0,4	1,9	1,1	12,2	-13,8	12,5	5,2	3,5	3,5	4,0	4,5	1,8	1,0	2,3	3,8
Services	2,1	1,4	2,8	3,3	-14,0	-51,8	40,2	8,5	5,0	5,0	6,5	6,5	2,5	2,2	-10,8	4,4
Consommation des ISBLSM	5,2	-0,5	0,9	2,8	-4,0	-39,9	38,0	7,7	4,5	4,2	5,2	5,4	2,2	1,6	-5,2	5,1
Dépenses publiques	1,6	1,9	1,6	1,5	-1,1	-10,4	7,5	4,5	3,5	3,0	3,0	3,0	3,0	2,1	-0,6	3,1
L'investissement fixe des administrations publiques	11,1	-7,4	9,4	-1,4	5,0	-17,9	12,5	8,2	3,0	2,0	2,5	2,5	5,2	-0,3	-0,1	3,3
Investissement résidentiel	-4,0	7,2	13,8	1,2	-3,0	-47,6	50,2	8,6	7,0	6,0	6,0	6,0	-1,6	-0,6	-4,7	6,5
Investissement des entreprises	21,5	-7,8	3,1	-4,8	-2,7	-56,7	36,7	23,1	6,8	5,3	5,5	6,5	1,4	0,4	-11,3	6,2
Structures non résidentielles	6,9	1,6	7,7	0,7	6,9	-51,5	20,4	15,2	9,5	5,5	4,2	4,2	-0,6	0,7	-7,0	4,4
Machines et matériel	46,9	-20,3	-3,7	-13,2	-17,2	-64,6	66,5	37,5	7,5	5,0	6,0	7,8	4,7	-0,1	-18,1	9,8
Propriété intellectuelle	-17,0	2,4	1,1	-6,9	1,9	-27,7	25,5	3,0	2,5	1,0	1,0	1,0	3,9	-4,8	-3,5	2,3
Demande intérieure finale	3,4	0,1	3,2	0,8	-7,5	-37,4	28,7	8,2	4,5	4,0	4,6	4,8	2,1	1,3	-6,3	4,4
Exportations	-2,7	9,0	-0,4	-4,5	-8,6	-55,6	55,0	16,0	3,5	2,0	2,6	2,5	3,1	1,3	-10,6	4,7
Importations	10,0	-4,4	0,2	-3,2	-9,9	-64,1	61,2	13,2	2,0	2,0	2,0	1,8	2,6	0,6	-14,4	2,7
Stocks (var. en G \$)	23,8	18,8	8,4	9,4	4,3	-37,9	23,0	8,8	4,0	4,0	5,0	5,0	13,0	15,1	-0,4	4,5
Produit intérieur brut réel	1,2	3,2	1,1	0,6	-8,2	-38,7	40,0	6,0	4,0	4,0	5,0	5,0	2,0	1,7	-6,0	4,9

Autres indicateurs

Pourcentage de variation annuelle à moins d'indications contraires

Activité et main-d'œuvre																
Productivité	0,8	0,3	0,3	0,7	4,3	14,8	15,3	14,1	9,2	-0,6	-0,7	1,1	-0,1	0,5	12,1	2,1
Bénéfices des sociétés avant impôt	-3,5	3,4	-5,4	5,5	-6,1	-35,1	-11,7	-7,5	4,1	42,1	13,5	12,8	2,5	-0,1	-15,5	16,6
Taux de chômage (%)*	5,8	5,6	5,6	5,7	6,3	13,0	10,1	8,5	8,1	7,7	7,4	7,0	5,8	5,7	9,5	7,6
Inflation																
IPC global (a/a%)	1,6	2,1	1,9	2,1	1,8	0,0	0,2	0,2	0,3	1,3	1,2	1,4	2,3	1,9	0,6	1,0
IPC hors nourriture et énergie (a/a%)	1,9	2,3	2,2	1,9	1,8	1,0	0,5	0,8	0,6	1,3	1,6	1,6	1,9	2,1	1,0	1,3
Commerce extérieur																
Solde du compte courant (G \$)	-69,3	-35,7	-45,9	-37,2	-52,9	-34,5	-42,6	-29,8	-25,8	-22,2	-19,0	-10,1	-222,0	-188,0	-40,0	-19,3
Pourcentage du PIB	-3,1	-1,5	-2,0	-1,6	-2,3	-1,7	-2,0	-1,3	-1,1	-1,0	-0,8	-0,4	-10,0	-8,5	-1,7	-0,9
Mises en chantier domiciliaires (mil)*	187	224	223	201	209	191	238	200	193	172	145	177	213	209	190	155
Ventes de véhicules automobiles (mil, DDA)*	2,00	1,97	1,98	1,90	1,58	1,03	1,83	1,84	1,84	1,85	1,86	1,87	2,04	1,96	1,57	1,86

*Moyenne de la période

Source : Statistique Canada, Économique RBC

Détail des prévisions économiques — États-Unis

Quarter-over-quarter annualized % change unless otherwise indicated

	2019				2020				2021				variation annuelle en %			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	2020	2021
Dépenses de consommation	1,8	3,7	2,7	1,6	-6,9	-34,1	37,1	1,5	1,6	5,6	3,3	3,6	2,7	2,4	-4,5	3,7
Bien durables	0,9	12,7	6,3	3,1	-12,5	-1,2	78,6	0,5	0,5	3,0	1,8	1,8	6,8	4,8	6,2	8,4
Bien non durables	3,3	5,2	3,1	-0,8	7,1	-14,9	29,8	0,8	1,0	2,5	2,0	2,0	2,7	3,1	2,6	3,5
Services	1,5	1,9	2,0	2,0	-9,8	-43,1	32,5	1,9	2,0	7,0	4,0	4,5	2,1	1,8	-8,3	2,8
Dépenses publiques	2,5	5,0	2,1	2,4	1,3	2,8	1,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,3	1,8	2,3	2,0	0,6
Investissement résidentiel	-1,7	-2,1	4,6	5,8	19,0	-37,9	46,6	0,3	-1,5	-4,0	-2,0	-0,8	-0,6	-1,7	1,8	0,3
Investissement des entreprises	4,2	0,0	1,9	-0,3	-6,7	-26,0	12,1	1,2	1,9	3,3	2,5	3,4	6,9	2,9	-5,5	1,3
Structures non résidentielles	8,2	1,7	3,6	-5,3	-3,7	-33,4	4,5	2,2	2,5	7,0	6,5	6,5	3,7	-0,6	-7,9	1,4
Machines et matériel	2,0	-3,8	-1,7	-1,7	-15,2	-35,9	25,0	1,0	1,5	2,0	4,0	3,0	8,0	2,1	-9,8	1,6
Propriété intellectuelle	4,5	4,1	5,3	4,7	2,4	-7,7	3,0	0,8	2,0	2,5	2,0	2,0	7,8	6,4	1,3	1,4
Demande intérieure finale	2,1	3,2	2,6	1,6	-4,6	-27,7	27,4	1,2	1,2	3,9	2,6	2,8	3,0	2,3	-3,2	2,8
Exportations	1,8	-4,5	0,8	3,4	-9,5	-63,2	55,8	22,5	14,0	5,5	4,0	4,0	3,0	-0,1	-12,7	8,0
Importations	-2,1	1,8	0,4	-7,5	-15,0	-54,0	55,0	26,8	15,5	2,2	2,0	2,5	4,1	1,1	-11,9	9,7
Stocks (var. en G \$)	101,7	49,4	44,0	-1,1	-80,9	-286,4	-162,0	-122,0	-40,0	-8,0	45,0	115,0	53,5	48,5	-162,8	28,0
Produit intérieur brut réel	2,9	1,5	2,6	2,4	-5,0	-31,7	30,0	1,0	2,5	5,0	4,0	4,5	3,0	2,2	-4,1	3,4

Autres indicateurs

Pourcentage de variation annuelle à moins d'indications contraires

Activité et main-d'œuvre																
Productivité	1,5	1,7	1,7	1,8	0,9	2,0	3,3	0,9	0,8	-0,3	-1,2	1,4	1,6	1,7	1,8	0,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	-1,1	1,7	-0,5	1,3	-6,7	-20,1	-5,7	-9,2	3,9	19,5	3,8	6,9	6,1	0,3	-10,5	8,2
Taux de chômage (%)*	3,9	3,6	3,6	3,5	3,8	13,0	9,0	7,5	7,1	6,3	6,0	5,7	3,9	3,7	8,3	6,3
Inflation																
IPC global (a/a%)	1,6	1,8	1,8	2,0	2,1	0,4	0,9	0,5	0,8	2,1	1,7	2,2	2,4	1,8	1,0	1,7
IPC hors nourriture et énergie (a/a%)	2,1	2,1	2,3	2,3	2,2	1,3	1,4	1,2	1,3	2,3	2,0	2,2	2,1	2,2	1,5	2,0
Commerce extérieur																
Solde du compte courant (G \$)	-506	-511	-486	-417	-417	-424	-488	-560	-595	-586	-581	-586	-450	-480	-472	-587
Pourcentage du PIB	-2,4	-2,4	-2,3	-1,9	-1,9	-2,2	-2,3	-2,7	-2,8	-2,7	-2,7	-2,6	-2,2	-2,2	-2,3	-2,7
Mises en chantier domiciliaires (mil)*	1204	1257	1288	1433	1484	1064	1310	1310	1315	1315	1320	1320	1248	1295	1292	1318
Ventes de véhicules automobiles (mil, DDA)*	16,9	17,0	17,0	16,8	15,0	11,3	15,5	16,0	16,2	16,3	16,5	16,6	17,2	17,0	14,5	16,4

*Moyenne de la période

Source : Bureau of Economic Analysis, Économique RBC

Détail des prévisions des marchés financiers

Prévisions de taux d'intérêt - Amérique du nord

Pourcentage, à la fin de période

	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	T1/20	T2/20	T3/20	T4/20	T1/21	T2/21	T3/21	T4/21	2018	2019	2020	2021
Canada																
Taux à un jour	1,75	1,75	1,75	1,75	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	1,75	1,75	0,25	0,25
Bons du Trésor 3 mois	1,67	1,66	1,65	1,66	0,21	0,20	0,20	0,20	0,20	0,25	0,25	0,25	1,64	1,66	0,20	0,25
Obligations Canada 2 ans	1,55	1,47	1,58	1,70	0,42	0,29	0,30	0,30	0,30	0,30	0,35	0,35	1,86	1,70	0,30	0,35
Obligations Canada 5 ans	1,52	1,39	1,40	1,69	0,59	0,37	0,40	0,40	0,45	0,50	0,60	0,65	1,89	1,69	0,40	0,65
Obligations Canada 10 ans	1,62	1,47	1,36	1,70	0,70	0,53	0,55	0,60	0,65	0,70	0,80	0,90	1,97	1,70	0,60	0,90
Obligations Canada 30 ans	1,89	1,69	1,53	1,76	1,31	0,99	1,05	1,15	1,25	1,30	1,35	1,40	2,18	1,76	1,15	1,40
Courbe de taux (2 -10)	7	0	-22	0	28	24	25	30	35	40	45	55	11	0	30	55
États-Unis																
Taux des fonds fédéraux	2,50	2,50	2,00	1,75	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	2,50	1,75	0,25	0,25
Bons du Trésor 3 mois	2,40	2,12	1,88	1,55	0,11	0,16	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	2,45	1,55	0,15	0,15
Obligations 2 ans	2,27	1,75	1,63	1,58	0,23	0,16	0,20	0,20	0,20	0,20	0,25	0,25	2,48	1,58	0,20	0,25
Obligations 5 ans	2,23	1,76	1,55	1,69	0,37	0,29	0,30	0,30	0,35	0,40	0,45	0,50	2,51	1,69	0,30	0,50
Obligations 10 ans	2,41	2,00	1,68	1,92	0,70	0,66	0,65	0,75	0,80	0,85	0,95	1,00	2,69	1,92	0,75	1,00
Obligations 30 ans	2,81	2,52	2,12	2,39	1,35	1,41	1,45	1,50	1,55	1,60	1,65	1,70	3,02	2,39	1,50	1,70
Courbe de taux (2-10)	14	25	5	34	47	50	45	55	60	65	70	75	21	34	55	75
Écarts de taux																
Bons du Trésor 3 mois	-0,73	-0,46	-0,23	0,11	0,10	0,04	0,05	0,05	0,05	0,10	0,10	0,10	-0,81	0,11	0,05	0,10
2 ans	-0,72	-0,28	-0,05	0,12	0,19	0,13	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	-0,62	0,12	0,10	0,10
5 ans	-0,71	-0,37	-0,15	0,00	0,22	0,08	0,10	0,10	0,10	0,10	0,15	0,15	-0,62	0,00	0,10	0,15
10 ans	-0,79	-0,53	-0,32	-0,22	0,00	-0,13	-0,10	-0,15	-0,15	-0,15	-0,15	-0,10	-0,72	-0,22	-0,15	-0,10
30 ans	-0,92	-0,83	-0,59	-0,63	-0,04	-0,42	-0,40	-0,35	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,84	-0,63	-0,35	-0,30

Nota : Les taux correspondent aux taux de fin de période.

Prévisions de taux d'intérêt international

Pourcentage, à la fin de période

	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	T1/20	T2/20	Prévisions						Réel		Prévisions	
							T3/20	T4/20	T1/21	T2/21	T3/21	T4/21	2018	2019	2020	2021
Royaume-Uni																
Taux repo	0,75	0,75	0,75	0,75	0,10	0,10	0,10	0,10	-0,15	-0,15	-0,15	-0,15	0,75	0,75	0,10	-0,15
Obligations 2 ans	0,63	0,62	0,37	0,54	0,13	-0,08	-0,10	-0,10	-0,25	-0,15	-0,10	-0,10	0,75	0,54	-0,10	-0,10
Obligations 10 ans	0,99	0,84	0,49	0,83	0,34	0,17	0,15	0,10	0,15	0,20	0,25	0,30	1,27	0,83	0,10	0,30
Zone euro																
Taux de dépôt	-0,40	-0,40	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,40	-0,50	-0,50	-0,50
Obligations 2 ans	-0,60	-0,73	-0,74	-0,59	-0,69	-0,69	-0,60	-0,60	-0,60	-0,60	-0,60	-0,60	-0,59	-0,59	-0,60	-0,60
Obligations 10 ans	-0,07	-0,33	-0,58	-0,19	-0,48	-0,45	-0,50	-0,40	-0,35	-0,30	-0,25	-0,20	0,25	-0,19	-0,40	-0,20
Australie																
Taux à un jour	1,50	1,25	1,00	0,75	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	1,50	0,75	0,25	0,25
Obligations 2 ans	1,47	0,98	0,76	0,92	0,24	0,25	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	1,89	0,92	0,20	0,20
Obligations 10 ans	1,78	1,32	1,01	1,37	0,77	0,87	0,85	0,85	0,90	0,95	0,95	0,90	2,32	1,37	0,85	0,90
Nouvelle-Zélande																
Taux à un jour	1,75	1,50	1,00	1,00	0,25	0,25	0,25	0,00	-0,25	-0,25	-0,25	-0,25	1,75	1,00	0,00	-0,25
Obligations 2 ans	1,62	1,35	0,92	1,25	0,52	0,19	0,00	-0,05	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	1,96	1,25	-0,05	-0,10
Obligations 10 ans	2,15	1,78	1,20	1,78	0,92	0,72	0,45	0,50	0,50	0,50	0,60	0,65	2,64	1,78	0,50	0,65

Détail des prévisions des marchés financiers

Perspectives de croissance

Variation en pourcentage, d'une trimestre à l'autre

	19T1	19T2	19T3	19T4	20T1	20T2	20T3	20T4	21T1	21T2	21T3	21T4	2018	2019P	2020P	2021P
Canada*	1,2	3,2	1,1	0,6	-8,2	-38,7	40,0	6,0	4,0	4,0	5,0	5,0	2,0	1,7	-6,0	4,9
États-Unis*	2,9	1,5	2,6	2,4	-5,0	-31,7	30,0	1,0	2,5	5,0	4,0	4,5	3,0	2,2	-4,1	3,4
Royaume-Uni	0,7	-0,1	0,5	0,0	-2,2	-20,4	19,3	1,2	1,6	1,2	0,3	0,4	1,3	1,5	-9,1	6,5
Zone euro	0,5	0,2	0,3	0,0	-3,6	-12,1	8,1	-2,8	1,8	3,8	3,0	0,4	1,9	1,3	-9,2	4,8
Australie	0,4	0,8	0,5	0,6	-0,3	-7,0	0,3	1,5	1,3	1,1	1,1	1,0	2,8	1,8	-4,2	2,4

Perspectives d'inflation

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

	19T1	19T2	19T3	19T4	20T1	20T2	20T3	20T4	21T1	21T2	21T3	21T4	2018	2019P	2020P	2021P
Canada	1,6	2,1	1,9	2,1	1,8	0,0	0,2	0,2	0,3	1,3	1,2	1,4	2,3	1,9	0,6	1,0
États-Unis	1,6	1,8	1,8	2,0	2,1	0,4	0,9	0,5	0,8	2,1	1,7	2,2	2,4	1,8	1,0	1,7
Royaume-Uni	1,8	2,0	1,9	1,4	1,7	0,7	0,5	0,8	0,7	1,3	1,4	1,5	2,5	1,8	0,9	1,2
Zone euro	1,4	1,4	1,0	1,0	1,1	0,2	0,2	0,3	0,3	1,3	1,3	1,4	1,8	1,2	0,4	1,0
Australie	1,3	1,6	1,7	1,8	2,2	-0,3	1,0	0,9	1,1	2,3	2,2	2,2	1,9	1,6	1,3	2,0

Prévisions de taux de change

Pourcentage, à la fin de période

	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	T1/20	T2/20	T3/20	T4/20	T1/21	T2/21	T3/21	T4/21	2018	2019	2020	2021
AUD/USD	0,71	0,70	0,68	0,70	0,61	0,69	0,71	0,70	0,69	0,69	0,69	0,69	0,70	0,70	0,70	0,69
USD/CAD	1,33	1,31	1,32	1,30	1,41	1,36	1,32	1,34	1,35	1,35	1,34	1,33	1,36	1,30	1,34	1,33
EUR/USD	1,12	1,14	1,09	1,12	1,10	1,12	1,19	1,20	1,20	1,20	1,18	1,16	1,15	1,12	1,20	1,16
USD/JPY	110,9	107,9	108,1	108,6	107,5	107,9	102,0	97,0	97,0	99,0	101,0	103,0	109,7	108,6	97,0	103,0
USD/CHF	1,00	0,98	1,00	0,97	0,96	0,95	0,90	0,88	0,88	0,88	0,91	0,93	0,98	0,97	0,88	0,93
GBP/USD	1,30	1,27	1,23	1,33	1,24	1,24	1,29	1,28	1,26	1,25	1,23	1,21	1,28	1,33	1,28	1,21

Nota : Les taux sont exprimés en unités monétaires par USD, sauf l'euro, la livre sterling, le dollar australien et néo-zélandais, qui sont exprimés en USD par unité monétaire.

Source: Reuters, Économie RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.